

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE RICHELIEU FRANCE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 118.700.000 €
Siège social : 1-3-5, Rue Paul Cézanne - 75008 Paris
RCS PARIS B 338 318 470

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 23 avril 2025

I. – Bilan (en euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP	112 677 912	105 508 218
Créances sur établissements de crédit	510 172 763	539 095 993
Opérations avec la clientèle	154 214 765	225 546 530
Obligations et autres titres à revenu fixe	47 725 206	23 771 217
Participations et autres titres détenus à long terme	77 658	77 976
Parts dans les entreprises liées	21 121 644	21 121 644
Immobilisations incorporelles	56 890	51 347
Immobilisations corporelles	959 802	1 164 706
Autres actifs	680 649	913 086
Comptes de régularisation	13 439 469	2 499 843
Total de l'actif	861 126 758	919 750 560

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	546 163 371	554 634 313
Opérations avec la clientèle	218 069 413	265 653 230
Autres passifs	4 001 764	4 824 334
Comptes de régularisation	2 595 014	9 160 906
Provisions	743 317	517 601
Capitaux propres hors FRBG	89 553 879	84 960 176
Capital souscrit	118 700 000	118 700 000
Réserves	11 870 000	11 870 000
Report à nouveau (+/-)	-45 609 825	-49 401 365
Résultat de l'exercice (+/-)	4 593 704	3 791 541
Total du passif	861 126 758	919 750 560

Hors-Bilan (en euros)

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
- Engagements de financement	19 022 204	27 039 566
- Engagements de garantie	294 476	156 116

II. – Compte de résultat (en euros)

	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	41 932 924	37 154 385
- Intérêts et charges assimilées	-30 058 143	-25 111 447
+ Commissions (produits)	9 242 679	9 077 713
- Commissions (charges)	-822 781	-1 092 079
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations	164 275	306 178
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	347	-342
+ Autres produits d'exploitation bancaire	712 758	1 214 418
- Autres charges d'exploitation bancaire	-639 232	-653 918
Produit net bancaire	20 532 827	20 894 908
- Charges générales d'exploitation	-15 280 240	-16 676 021
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-258 883	-237 553
Résultat brut d'exploitation	4 993 704	3 981 334
+/- Coût du risque	-400 000	-192 000
Résultat d'exploitation	4 593 704	3 789 334
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	2 207
Résultat courant avant impôt	4 593 704	3 791 541
Résultat net	4 593 704	3 791 541

III. – Annexe aux comptes sociaux 2024**I. Faits marquants de l'exercice**

Il n'y a pas d'événements marquants qui ont eu un impact sur les comptes sociaux de Banque Richelieu France au 31 décembre 2024.

II. Evénements postérieurs à la clôture

- 3 janvier 2025 : nomination d'un nouveau Président du Directoire. Jean-Marc Ribes succède à Sylvain Fondeur, nommé Directeur Général de Banque Richelieu France en 2024, qui continue de siéger au Directoire.
- 28 février 2025 : nomination d'Aurélien Tristant, Membre du Directoire et Directrice du pôle Clientèle Privée (Paris & Lyon).

III. Affiliation de la banque et présentation de l'activité

La Banque constituée le 11 juillet 1986, est inscrite sur les listes REGAFI (registre des agents financiers tenu par l'ACPR) des Etablissements de crédit et prestataires de services d'investissement. Elle a obtenu l'agrément bancaire le 31 octobre 1986.

Depuis le 9 juillet 2018, la Banque Richelieu France est détenue à hauteur de 99,99% par la Compagnie Financière Richelieu, est elle-même détenue par la SGBL – Société Générale de Banque au Liban, entité de droit libanaise. Le capital est détenu, pour le reste, par une personne physique. Le capital social est composé de 21.342.000 actions ordinaires entièrement libérées pour un montant nominal de 5,561 803 € par action. Les droits qu'elles confèrent à leur détenteur sont ceux des porteurs d'actions ordinaires.

Au 31 décembre 2024, la Banque détient à 99,999% l'unique filiale suivante : Richelieu Gestion, société de gestion de portefeuille, dont l'activité principale est la gestion collective d'OPC (OPCVM et FIA).

La Banque dispose par ailleurs d'un établissement secondaire situé à Lyon.

La société consolidante est Compagnie Financière Richelieu (SA à conseil d'administration) dont le siège social se situe 1-3-5, rue Paul Cézanne - 75008 Paris. La méthode de consolidation retenue est l'intégration globale.

IV. Principes et méthodes comptables

A – Conventions générales et adaptations professionnelles

Les comptes individuels de la Banque ont été établis conformément aux dispositions du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des normes comptables relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire modifiant le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française.

Les dispositions prévues au règlement 2020-10 relatives à l'épargne réglementée centralisée à la CDC et aux emprunts de titres ne trouvent pas à s'appliquer dans les comptes de BRF/CFR compte tenu de l'absence de telles opérations à la clôture.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions des articles 1221-1, 1222-1, 1223-1 et 1124-1 à 61 du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des normes comptables et aux dispositions du règlement 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement N° 2014-07.

B - Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et les dettes figurant au bilan sont évaluées au taux de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice.

C - Créances et dettes sur les Etablissements de Crédit

La constatation de la créance ou de la dette est enregistrée dans un compte d'opération interbancaire, avec en contrepartie le mouvement de fonds constaté dans un compte de trésorerie.

Les intérêts courus sont constatés dans un compte de créances ou de dettes rattachées.

Lors du remboursement, la créance ou la dette est soldée en contrepartie du mouvement de fonds constaté dans un compte de trésorerie, tandis que les intérêts viennent solder le compte rattaché.

D – Fonds de commerce

Les fonds de commerce sont évalués en fonction des critères retenus lors de l'acquisition de la société à l'origine du fonds de commerce.

Ces fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont enregistrées dès lors que l'évaluation de la valeur d'usage de ces fonds de commerce est inférieure à leur valeur comptable.

E - Portefeuille titres

Les conditions d'évaluation du portefeuille titres et les modalités de calcul des provisions s'établissent comme suit :

Titres de transaction :

Les titres, comptabilisés coupons et frais inclus, sont évalués au prix de marché. Le solde des différences, résultant des variations de cours, est porté en résultat.

Titres de placement :

Sont comptabilisés en titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à 3 mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement et des titres de participation. Les titres de placement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont estimés sur la base de leur prix de marché. Le cours retenu est le dernier cours du dernier jour ouvré de la période. Les moins-values latentes sur les titres de placement ressortant de la différence entre la valeur comptable, éventuellement corrigée de l'amortissement de la surcote/décote et le prix de marché, font l'objet d'une provision.

Titres d'investissement :

Les titres à revenu fixe qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance, sont considérés comme des titres d'investissement.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les plus ou moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne sont pas comptabilisées. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est portée en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées :

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. A la clôture de l'exercice, le montant des provisions à constituer est calculé en comparant le prix de revient de ces titres à leur valeur d'usage, à la valeur probable de négociation ou à la situation nette de chaque société corrigée des plus ou moins-values latentes.

F - Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur nette de T.V.A. récupérable.

Il n'a pas été fait application de la comptabilisation des immobilisations par composants prévue par le règlement CRC 2002-10 et aucune provision pour gros entretien ou grandes révisions n'a été dotée.

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Frais de développement et d'acquisition des logiciels	linéaire	1 à 5 ans
Matériel de transport	linéaire	4 ans
Matériel de bureau	linéaire et dégressif	3 ans
Matériel informatique, de téléphonie	linéaire et dégressif	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	10 ans
Agencements et installations	linéaire	9 à 10 ans

Les fonds de commerce, d'un montant brut de 37,5 Mios €, font l'objet d'une provision pour dépréciation du même montant.

G - Montants des engagements financiers sur les immobilisations corporelles données en nantissement de dettes pour chacun des postes d'actifs immobilisés

Néant.

H - Opérations sur les marchés à terme d'instruments financiers**1. Principes**

Conformément à l'article 2512-1 du règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014, les engagements résultant soit d'achat, soit de ventes d'instruments financiers, sont inscrits dans les comptes de hors bilan de l'établissement assujetti pour la valeur nominale des contrats.

Pour les opérations de trading, les appels de marges, reflétant les pertes et profits latents sont inscrits au compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les appels de marge quotidiens sont inscrits dans la rubrique « Comptes de régularisation ». Les pertes ou profits dégagés sur la clôture des positions sont enregistrés au compte de résultat, selon la même fréquence que les charges ou produits se rapportant aux opérations couvertes.

2. Eléments d'information sur le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme

En l'absence d'opérations pour compte propre, il n'est pas constaté de risque de contrepartie.

3. Montant des opérations attachées aux instruments financiers à terme dont les montants inscrits au bilan sont significatifs**I - Opérations de crédit**

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

La banque octroi des crédits soit à des personnes physiques soit à des personnes morales de type structures patrimoniale (sociétés civiles, holdings à caractère patrimonial dédiées à la détention et/ou la gestion d'actifs de personnes physiques clairement identifiées). Ces crédits sont habituellement adossés à des garanties réévaluées régulièrement, principalement des nantisements de comptes d'instruments financiers ouverts dans les livres de la Banque, des délégations de créance ou nantisements de contrats d'assurance vie et des garanties immobilières.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, les encours sains sont distingués des encours douteux.

- Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré - impayés depuis 90 jours au moins ou connaissance de l'existence de procédures d'alerte ou contentieuses - sont déclassés en encours douteux.

- Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement en encours sains n'est plus prévisible, cette créance est alors qualifiée d'encours douteux compromis et est provisionnée à 100%.

En couverture de certains crédits accordés à la clientèle, des contrats de swaps de taux d'intérêt et de taux capés ont été conclus avec Quintet. Ils représentent un engagement hors bilan de 1,1 Mios € au 31 décembre 2024. La Banque emprunte du taux fixe et prête du taux variable basé sur l'Euribor 3 ou 6 mois.

J - Commissions

Les commissions sur prestations de services regroupent principalement :

- (i) les commissions de mouvement, lesquelles font l'objet d'une tarification spécifique et sont perçues au moment des transactions,
- (ii) les commissions sur encours, dont les modes de calculs sont déterminés dans les conventions signées entre les parties.

V. Informations diverses

A - Méthode de calcul du résultat par action et par action dilué

Néant. Les actions de la société Banque Richelieu France ne sont pas cotées.

B – Personnel

Effectif du personnel (incluant les alternants)

	31/12/2024	31/12/2023
- cadres	54	51
- non cadres	9	11
Total	63	62

C - Rémunérations allouées pendant l'exercice à l'ensemble des organes d'administration, de direction et de surveillance

Le montant des rémunérations allouées pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction, en raison de leurs fonctions, s'élève à 1 087 866 €.

D - Provisions et suspens

Les provisions sont conformes au règlement CRC n°2000-06.

1. Provisions pour risques

Les Provisions pour risques sont constituées de provisions dont le montant est calculé, dossier par dossier, en fonction de l'estimation du montant de la perte la plus probable.

2. Engagements de retraites et avantages assimilés

- Engagements à cotisations définies :

La Banque cotise à divers régimes obligatoires. Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et la Banque Richelieu France, en tant que société cotisante, n'a aucune obligation de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel, pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Banque n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

- Engagements à prestations définies IFC et provision sur médailles du travail :

La Banque applique la recommandation n°2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Elle a opté pour l'application de la méthode préférentielle et a procédé, par conséquent, à la constitution d'une provision inscrite à son bilan pour un montant correspondant à ses engagements de retraite.

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) font l'objet d'une réévaluation et d'un provisionnement. L'évaluation actuarielle de l'engagement a été réalisée selon la nouvelle méthode approuvée par l'IFRIC en 2021 et selon la recommandation ANC 2013-02. Cette nouvelle méthode tient compte des paliers intermédiaires de chaque barème. La répartition du coût total du régime se faisait auparavant de façon progressive et linéaire depuis la date d'entrée du salarié au sein du groupe, jusqu'à son départ en retraite.

Les provisions pour IFC s'élèvent à 202 839 € et celles pour les médailles du travail (MDT) s'élèvent à 69 478 €. Au titre de l'exercice 2024, l'actualisation des stocks a conduit à une reprise sur IFC de 171 € et à une dotation sur les médailles du travail de 5 887 €.

Répartition de l'âge moyen des salariés :

Organes de direction :	45,36 ans
Cadres supérieurs (cadre Hors classification) :	51,19 ans
Cadres :	44,05 ans
Employés :	30,44 ans

Les principales hypothèses actuarielles économiques retenues sont les suivantes : un taux annuel d'évolution de la masse salariale compris entre 0.75% et 2.25% inflation comprise, et un taux financier Groupe égal à 3,40 % pour les IFC et 3.20% pour les MDT. Pour les hypothèses actuarielles démographiques, les tables de mortalité INSEE ont été retenues.

E - Dépréciations ou reprises au cours de l'exercice dont les montants sont significatifs

Une reprise de provision de 180.000 € a été constatée au cours de l'exercice (contentieux prud'homme).
Comptabilisation d'une provision de 400.000 € pour un litige client.

F - Résultats des activités bancaires

L'activité financière de la Banque est établie en France.

G – Subvention d’exploitation

Néant

H - Résultat exceptionnel

Néant

I - Engagements reçus

Néant

J - Passifs subordonnés

Néant.

K - Sûretés réelles données en garanties des dettes

Néant.

L – Intégration fiscale

Suite à la signature de la convention d’intégration fiscale, la Compagnie Financière Richelieu supporte personnellement et définitivement pour Banque Richelieu France, les impôts et charges suivants :

- l’impôt sur les sociétés et la contribution sociale sur l’IS afférents aux bénéfices et plus-values réalisées,
- tous nouveaux impôts, taxe ou contribution afférents aux bénéfices et plus-values réalisées qui seraient par l’effet de la loi mis à la charge de la Compagnie Financière Richelieu en sa qualité de société tête du groupe fiscal intégré.

Informations sur le bilan**1 - Opérations avec la clientèle et avec les établissements de crédit****1-1 Ventilation des créances et des dettes à vue et à terme sur les établissements de crédit**

Rubriques	Total	A vue / JJ	A terme
Caisse	19 059	19 059	
Créances sur les Banques Centrales, Trésor Public, CCP	112 658 853	112 658 853	
Créances sur les établissements de crédit	510 172 763	69 706 257	440 466 506
Dettes envers les établissements de crédit	546 163 371	48 430 323	497 733 048

1-2 Ventilation des créances et des dettes selon la durée résiduelle sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Rubriques	Total	A vue / JJ	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Caisse	19 059	19 059				
Créances sur les Banques Centrales, Trésor Public, CCP	112 658 853	112 658 853				
Créances sur les établissements de crédit	510 172 763	69 706 257	400 760 144	39 706 362		
Créances sur la clientèle (net de provisions)	154 214 765	16 222 953	30 965 000	30 023 000	70 087 599	6 916 213
Total	777 065 440	198 607 122	431 725 144	69 729 362	70 087 599	6 916 213
Dettes envers les établissements de crédit	546 163 371	48 430 323	437 606 991	60 126 057		
Comptes créditeurs de la clientèle	218 069 413	89 493 207	34 927 730	76 870 612	11 498 267	5 279 597
Total	764 232 784	137 923 530	472 534 721	136 996 669	11 498 267	5 279 597

1-3 Ventilation des opérations avec la clientèle selon l’actif et le passif

Actif	Total
Autres concours à la clientèle (net de provisions)	137 991 812
Comptes ordinaires débiteurs	16 222 953
Total	154 214 765

Montant des crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle : néant

Passif	Total	A vue / JJ	A terme
Comptes ordinaires créditeurs	210 322 116	81 745 910	128 576 206
Autres comptes d’épargne à régime spécial (*)	7 747 297	7 747 297	
Total	218 069 413	89 493 207	128 576 206

(*) Ce poste reprend les soldes espèces des PEA détenus par la clientèle

1-4 Ventilation des créances douteuses sur la clientèle

Rubriques	Montant net	Montant brut	Provisions
-----------	-------------	--------------	------------

Créances sur la clientèle	158 383	400 063	241 680
Total	158 383	400 063	241 680

2 - Portefeuille titres de transaction, placement et assimilés, investissement**2-1 Portefeuille titres investissement**

Situation au 31.12.2024 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 190 292	17 029 208	-84 139	113 162	16 945 069	17 058 231
Total	16 190 292	17 029 208	-84 139	113 162	16 945 069	17 058 231

Situation au 31.12.2023 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	23 337 173	23 807 074	-238 255	171 249	23 599 968	23 771 217
Total	23 337 173	23 807 074	-238 255	171 249	23 599 968	23 771 217

2-2 Remboursement des titres d'investissement

Rubriques	Nominal	Prix de remboursement
Titres d'investissement	7 000 000	7 000 000

Le remboursement a eu lieu le 1 juillet 2024

2-3 Portefeuille titres de placement

Situation au 31.12.2024 :	Nominal	Prix de revient hors coupons	Surcote / Décote	Créances rattachées	Valeur au bilan hors créances rattachées	Valeur au bilan créances rattachées incluses
Obligations et autres titres à revenu fixe	30 000 000	30 390 000	-1 724	278 700	30 388 276	30 666 976
Total	30 000 000	30 390 000	-1 724	278 700	30 388 276	30 666 976

Il n'y a pas de portefeuille de placement au 31 décembre 2023

2-4 Répartition des obligations et autres titres à revenu fixe selon l'émetteur

Organismes publics	44 229 294
Autres émetteurs	3 495 913

2-5 Ventilation du portefeuille titres en valeur brute selon la cotation

Rubriques	Total	Cotés	Non cotés
Obligations et autres titres à revenu fixe	47 725 208	47 725 208	
Total	47 725 208	47 725 208	

2-6 Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe selon leur durée résiduelle

Rubriques	Total	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Obligations et autres titres à revenu fixe	47 725 208	3 495 913	2 492 865	11 069 453	30 666 976
Total	47 725 208	3 495 913	2 492 865	11 069 453	30 666 976

3 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**3-1 Valeur brute**

Participations	31/12/23	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	31/12/24
Parts dans les entreprises liées consolidées	21 121 377				21 121 377
- Richelieu Gestion	21 121 377				21 121 377
Parts dans les entreprises liées non consolidées					
Titres prêtés	267				267
- Compagnie Financière Richelieu	267				267
Autres Participations	77 976	10 734	-11 052		77 658
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution					
- Certificats d'association	77 976	10 734	-11 052		77 658
Total	21 199 620	10 734	-11 052		21 199 302

Les participations ne font pas l'objet de dépréciations

3-2 Ventilation selon la cotation

Participations	Total	Cotés	Non cotés
Parts dans les entreprises liées	21 121 377		21 121 377
- Richelieu Gestion	21 121 377		21 121 377
Parts dans les entreprises liées non consolidées			
Titres prêtés	267		267
- Compagnie Financière Richelieu	267		267
Autres Participations	77 658		77 658
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution			
-Certificats d'association	77 658		77 658
Total	21 199 302		21 199 302

3-3 Tableau des filiales et participations

Situation au 31.12.2024 :	Capital	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	% Capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Résultat comptable avant IS	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette		
Entreprises liées :							
<u>Richelieu Gestion</u>	5 900 000	8 159 214	100,00%	21 121 377	21 121 377	-30 421	
1-3-5 rue Paul Cézanne - 75008 Paris							
Total	5 900 000	8 159 214		21 121 377	21 121 377	-30 421	
<u>Autres Participations :</u>							
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution							
Certificats d'association				77 658	77 658		
Total				77 658	77 658		

Situation au 31.12.2023 :	Capital	Capitaux propres hors résultat de l'exercice	% Capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Résultat comptable avant IS	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette		
Entreprises liées :							
<u>Richelieu Gestion</u>	5 900 000	9 145 580	100,00%	21 121 644	21 121 377	-986 366	
1-3-5 rue Paul Cézanne - 75008 Paris							
Total	5 900 000	9 145 580		21 121 644	21 121 377	-986 366	
<u>Autres Participations :</u>							
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution							
Certificats d'association				77 976	77 976		
Total				77 976	77 976		

Banque Richelieu France n'a consenti aucun prêts et avances, ni fournis de cautions ou avals.

3-4 Opérations avec les entreprises liées et celles avec lesquelles existe un lien de participation

Rubriques	Total bilan	Dont opérations avec des entreprises liées	Dont opérations avec des entreprises liées
		Amont	Aval
Actif			
Créances sur les établissements de crédit	510 172 763		437 202 707
- comptes ordinaires débiteurs			
- comptes et prêts			437 202 707
Créances sur la clientèle	154 214 765	2 154 369	
- comptes ordinaires débiteurs			
- comptes et prêts		2 154 369	
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	546 163 371		512 998 273
- comptes ordinaires créditeurs			48 429 310
- comptes et emprunts			464 568 963
Dettes envers la clientèle	218 069 413	17 266 824	3 232 886
- comptes ordinaires créditeurs		2 029 324	730 719
- comptes et emprunts		15 237 500	2 502 167

4 - Immobilisations corporelles et incorporelles**4-1 Valeur brute**

Rubriques	31/12/23	Acquisitions	Virements (poste à poste)	Diminutions / Cessions / HS	31/12/24
Immobilisations incorporelles :					
- Fonds de commerce	37 507 522				37 507 522
- Logiciels	27 038	22 531			49 569
- Autres immobilisations incorporelles	30 000				30 000
Total	37 564 561	22 531			37 587 092
Immobilisations corporelles :					
- Matériel informatique, de téléphonie	781 270	36 990			818 260
- Mobilier et matériel de bureau	586 450				586 450
- Oeuvres d'art	271 644				271 644
- Agencements, installations	1 487 348				1 487 348
- Matériels spéciaux	9 503				9 503
Total	3 136 215	36 990			3 173 205

4-2 Amortissements

Rubriques	31/12/23	Acquisitions	Virements (poste à poste)	Diminutions / Cessions / HS	31/12/24
Immobilisations incorporelles :					
- Logiciels	5 691	16 988			22 679
Total	5 691	16 988			22 679
Immobilisations corporelles :					
- Matériel informatique, de téléphonie	728 904	38 843			767 747
- Mobilier et matériel de bureau	365 283	52 885			418 168
- Agencements, installations	871 782	148 734			1 020 516
- Matériels spéciaux	5 539	1 434			6 972
Total	1 971 508	241 895			2 213 403

4-3 Dépréciations

Rubriques	31/12/23	Augmentations	Diminutions	31/12/24
Immobilisations incorporelles :				
- Fonds de commerce	37 507 522			37 507 522
Total	37 507 522			37 507 522

5 - Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

Rubriques	31/12/23	Augmentations	Diminutions	31/12/24
Dépréciations de créances douteuses	241 680			241 680
Total	241 680			241 680

6 - Provisions

Rubriques	31/12/23	Reclassement	Dotations	Reprises	31/12/24
<u>Opérations bancaires ou relatives à des op. connexes à l'activité bancaire:</u>	251 000		400 000	-180 000	471 000
- Provisions pour litiges	251 000		400 000	-180 000	471 000
<u>Opérations non bancaires ou connexes à l'activité bancaire:</u>	266 601		5 887	-171	272 317
- Provisions pour engagements de retraite et médailles du travail	266 601		5 887	-171	272 317
Total	517 601		405 887	-180 171	743 317

7 - Capitaux propres

Variation des capitaux propres	31/12/23	Augmentations	Diminutions	31/12/24
Capital souscrit	118 700 000			118 700 000
Réserve légale	11 870 000			11 870 000
Report à nouveau	-49 401 366		3 791 541	-45 609 825
Résultat de l'exercice	3 791 541	802 163		4 593 704
Dividendes versés				
Total	84 960 175	802 163	3 791 541	89 553 879
Nombre d'actions total	21 342 000			21 342 000
Valeur nominale de l'action	5,561803			5,561803

Mouvements en 2023 sur la variation des capitaux propres:

- Affectation du résultat l'exercice 2023 (Gains) de 3 791 541 € en totalité au report à nouveau

8 - Autres postes du bilan:

Intérêts courus ou échus	31/12/24	31/12/23
Intérêts à recevoir :		
- Créances sur les établissements de crédit	2 087 168	2 613 786
- Créances sur la clientèle	32 279	40 881
- Obligations et autres titres à revenu fixe	391 863	171 249
Total	2 511 309	2 825 916
Intérêts à payer :		
- Dettes envers les établissements de crédit	3 337 537	5 693 516
- Dettes envers la clientèle	2 548 404	1 973 464
Total	5 885 940	7 666 979
Autres actifs et autres passifs	31/12/24	31/12/23
Autres actifs :		
- Comptes de règlements relatifs aux titres	177	195 566
- Etat IS	34 527	102 460
- Autres débiteurs divers	645 945	615 060
Total	680 649	913 086
Autres passifs :		
- Comptes de règlements relatifs aux titres	4 010	17
- Créiteurs divers	42 570	42 570
- Créanciers privilégiés	3 955 184	4 781 748
Total	4 001 764	4 824 334
Comptes de régularisation	31/12/24	31/12/23
Comptes de régularisation actif :		
- Charges constatées d'avance sur biens et services	134 223	423 754
- Produits à recevoir sur biens et services	1 622 102	1 695 735
- Comptes de régularisation divers		32 898
- Ajustements position devises	11 683 144	347 456
Total	13 439 469	2 499 843
Comptes de régularisation passif :		
- Charges à payer sur biens et services	1 268 358	1 778 590
- Comptes de régularisation divers	8 535	
- Ajustements position devises	1 318 121	7 382 317
Total	2 595 014	9 160 906
Contre-valeur de l'actif et du passif en devises	31/12/24	31/12/23
Actif	78 702 285	122 188 805
Passif	541 193 877	557 656 697

Informations sur le hors-bilan**1 - Garanties données et reçues**

Rubriques	31/12/24	31/12/23
Engagements de garantie donnés à des établissements de crédit		
Engagements de garantie donnés à la clientèle	294 476	156 116
Engagements de financement donnés à des établissements de crédit		
Engagements de financement donnés à la clientèle (*)	19 022 204	27 039 566

(*) Les engagements comprennent la partie non utilisée des découverts autorisés.

2 - Instruments financiers à terme:

Rubriques	Ventilation selon la durée résiduelle		
	< 3 ans	3 à 5 ans	> 5 ans
Opérations effectuées de gré à gré :			
- Swap de taux sur micro-couverture		1 100 000	
- Opérations sur instruments de cours de change	1 111 358 138		

3 - Opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan

Rubriques	31/12/24	31/12/23
- Euros à recevoir contre devise à livrer	561 206 504	441 855 188
- Devises à recevoir contre euros à livrer	550 151 634	458 938 099

- Devises à recevoir contre devises à livrer		23 097 753
--	--	------------

Informations sur les résultats**1 - Intérêts et produits assimilés**

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de Crédit et assimilés	31 510 786	26 312 494
Clientèle	9 785 670	10 429 799
Obligations et titres à revenu fixe	636 468	412 092
Total	41 932 924	37 154 385

2 - Intérêts et charges assimilés

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de Crédit et assimilés	-25 410 224	-21 863 172
Clientèle	-4 529 326	-3 086 345
Obligations et titres à revenu fixe	-118 593	-161 930
Total	-30 058 143	-25 111 447

3 - Commissions (produits)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec la clientèle	13 484	24 690
Commissions sur prestations de services financiers pour compte de tiers	9 229 195	9 053 023
Total	9 242 679	9 077 713

4 - Commissions (charges)

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Commissions relatives aux opérations sur titres	-320 339	-707 844
Commissions liées aux charges sur moyens de paiement	-26 535	-12 905
Commissions sur prestations de services financiers pour compte de tiers	-475 907	-371 330
Total	-822 781	-1 092 079

5 - +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Transaction *	-7 459	3 167
Change	229 075	224 344
Instruments financiers à terme	-57 341	78 668
Total	164 275	306 178

* Résultat sur le portefeuille erreur (clientèle), pas d'activité pour compte propre

6 - +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Moins-values de cession		-342
Plus-values de cession	347	
Total	347	-342

7 - Autres produits d'exploitation bancaire

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Charges refacturées	712 758	1 214 418
Total	712 758	1 214 418

8 - Autres charges d'exploitation bancaire

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Produits rétrocédés	-639 232	-653 918
Total	-639 232	-653 918

9 - Charges générales d'exploitation

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel :	-8 903 456	-10 299 348
- Salaires et traitements	-5 359 100	-6 478 152

- Autres charges sociales	-2 022 847	-2 426 095
- Charges de retraite	-586 721	-530 477
- Charges fiscales	-556 788	-504 906
- Intéressement des salariés	-378 000	-359 718
Impôts et taxes	-134 772	-449 972
- dont régularisation du coefficient de déduction de TVA	-5 516	-232 793
Autres frais administratifs	-6 242 012	-5 926 701
Total	-15 280 240	-16 676 021

10 - Dotations aux amortissements et dépréciations sur les immobilisations I/C

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	-16 988	-3 923
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	-241 895	-233 630
Total	-258 883	-237 553

11 - Cout du risque

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Reprises de provisions		
- Reprises de dépréciations pour créances douteuses diverses		-8 000
Dotations aux provisions		
- Dotations aux dépréciations pour créances douteuses diverses	400 000	200 000
Pertes ou gains s/autres op clientèle couvertes par des dépréciations		
Pertes ou gains s/créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		
Total	400 000	192 000

12 - +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Reprises de dépréciations sur parts dans les entreprises liées		
Pertes ou gains sur immobilisations corporelles		2 207
Total		2 207

Résultats financiers des cinq derniers exercices

(en milliers d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024
1 - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	118 700	118 700	118 700	118 700	118 700
b) Nombre d'actions émises	21.342.000	21.342.000	21.342.000	21.342.000	21.342.000
2 - Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires	12 259	13 580	19 126	47 753	52 053
b) Bénéfice avant impôts, amortissements, provisions	-5 627	-4 336	-2 698	4 221	5 073
c) Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Bénéfice après impôts, amortissements, provisions	-5 329	-1 709	-360	3 792	4 594
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
3 - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	-0,264	-0,203	-0,126	0,198	0,238
b) Bénéfice après impôts, amortissements, provisions	-0,250	-0,080	-0,017	0,178	0,215
c) Dividende distribué pour une action	0	0	0	0	0
4 - Personnel					
a) Nombre de salariés moyen pendant l'exercice	68	65	60	60	59
b) Montant de la masse salariale	5 212	5 566	5 918	6 733	6 035
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	2 490	2 592	2 610	3 036	2 752

IV. – Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de la société Banque Richelieu France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Banque Richelieu France relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Charges et produits de commissions, référence IV paragraphe J et VII tableau 3 et 4

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités, votre banque comptabilise des produits et des charges au titre de commissions pour prestations de services pour compte de tiers. Au sein de cette rubrique, votre banque distingue des commissions de mouvement et sur encours. Nous avons considéré que le contrôle de la correcte estimation et du correct rattachement des produits et des charges de commissions sur encours constituait un point clé de l’audit dans la mesure où les opérations sont nombreuses et leur contribution au produit net bancaire de la banque prépondérante.	Les travaux menés ont consisté principalement à : ► actualiser notre connaissance des dispositifs de contrôle interne en vigueur portant sur les produits de commissions et réaliser des tests d’efficacité portant sur les points de contrôles clés pour une sélection d’opérations ; ► lorsque cela était pertinent, nous avons : ► vérifié, avec l’aide de nos spécialistes en informatique, l’efficacité des contrôles applicatifs et effectué des rapprochements comptabilité-gestion à partir d’extractions de gestion issues des applicatifs métiers (états-clés) préalablement validées par les équipes d’audit IT ; ► exploité des circularisations effectuées auprès des principaux établissements tiers de votre banque ; ► sur un échantillon d’opérations, effectué des tests de détail en réalisant notamment un rapprochement avec les conventions ou les contrats régissant la relation entre les parties.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

- Rapport sur le gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Richelieu France par votre assemblée générale du 4 octobre 2017 pour le cabinet FORVIS MAZARS SA et du 30 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet FORVIS MAZARS SA était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société

à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**- Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en

France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles

sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 8 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

FORVIS MAZARS SA
Bertrand Desportes

ERNST & YOUNG Audit
Hassan Baaj

V – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.